

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi n° 22

**Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec, la Charte de la
Ville de Montréal et d'autres dispositions législatives**

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

PAR M. GUY TARDIF

Ministre des affaires municipales



L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 9

NOTES EXPLICATIVES

Le présent projet de loi a pour but d'amender la Charte de la Ville de Québec et la Charte de la Ville de Montréal afin que ces villes puissent terminer leur prochain exercice financier le 31 décembre 1979 et aligner leur exercice financier sur celui des autres municipalités à compter du 1^{er} janvier 1980. À cette fin, la Loi sur l'évaluation foncière, la Loi des cités et villes et la Loi concernant le déficit olympique de la Ville de Montréal sont également amendées.

Des modifications sont de plus apportées à la Charte de la Ville de Montréal:

a) afin de supprimer les fonds spéciaux (sauf le fonds de roulement) et d'en intégrer les divers éléments au fonds général conformément aux pratiques comptables en vigueur dans les autres municipalités;

b) pour donner à la ville des pouvoirs que possèdent présentement les municipalités régies par la Loi des cités et villes en matière d'abattage d'arbres et d'émission de permis de construction.

Art. 1. Cet article supprime la mention d'une date à laquelle les taxes devaient être payées par le candidat à une élection.

Art. 2. Le paragraphe a prévoit que le comité exécutif prépare et soumet au conseil le budget annuel le 1^{er} décembre plutôt que le 1^{er} mars.

En vertu du paragraphe b, l'entrée en vigueur automatique du budget et des règlements et résolutions qui s'y rapportent a lieu le 20 décembre plutôt que le 1^{er} avril.

Projet de loi n° 22

Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec, la Charte de la Ville de Montréal et d'autres dispositions législatives

SECTION I

CHARTe DE LA VILLE DE QUÉBEC

1929, c. 95,
c. 70,
remp.

1. L'article 70 de la Charte de la Ville de Québec (1929, chapitre 95) est remplacé par le suivant:

Certificat
qui accom-
pagne la
réquisition.

«**70.** La réquisition doit aussi être accompagnée d'un certificat du trésorier de la ville, constatant que le candidat ne doit rien à la ville pour cotisations, taxes ou redevances quelconques, ou pour quelque autre considération que ce soit.»

1929, c. 95,
a. 185,
mod.

2. L'article 185 de ladite charte, modifié par l'article 8 du chapitre 110 des lois de 1930 et l'article 6 du chapitre 122 des lois de 1930/1931, remplacé par l'article 38 du chapitre 102 des lois de 1937, modifié par l'article 6 du chapitre 104 des lois de 1938, remplacé par l'article 56 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session) et modifié par l'article 12 du chapitre 85 des lois de 1966/1967, l'article 11 du chapitre 68 des lois de 1970, l'article 6 du chapitre 97 des lois de 1974 et l'article 10 du chapitre 54 des lois de 1976, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du sous-paragraphe *b* du paragraphe 7 par le suivant:

«*b*) le budget annuel des revenus et dépenses avant le premier décembre de chaque année, y compris les règlements imposant les taxes, licences, permis ou autres redevances municipales;»;

b) par le remplacement du paragraphe 10 par le suivant:

Adoption
par le con-
seil.

«10. Si le conseil n'adopte pas, à son tour, avant le vingt décembre de chaque année, le budget, les règlements et les réso-

Art. 3. *Cet article change, du 1^{er} décembre au 1^{er} septembre, la date à partir de laquelle le trésorier peut accorder des permis pour le transport de la neige à moitié prix.*

Art. 4. *Cet article change, du 1^{er} novembre au 1^{er} septembre, la date à partir de laquelle les licences peuvent être délivrées à moitié prix.*

Art. 5. *Cet article est de concordance avec l'article 9.*

Art. 6. *Cet article abroge une disposition relative à une licence obligatoire pour les propriétaires de bateaux faisant le service dans la ville ou le port et n'ayant pas de place d'affaires dans la ville.*

Art. 7. *Cet article est de concordance avec l'article 9.*

lutions qui s'y rapportent, soumis par le comité exécutif, ils deviennent automatiquement en vigueur à compter de cette date.»

1929, c. 95,
a. 234,
mod.

3. L'article 234 de ladite charte, remplacé par l'article 10 du chapitre 110 des lois de 1930, l'article 15 du chapitre 111 des lois de 1935 et l'article 46 du chapitre 102 des lois de 1937, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Permis de
charretier.

«Cependant le trésorier de la ville peut accorder des permis de charretier, à compter du premier septembre, pour le reste de l'année moyennant la moitié du prix annuel de la licence, pourvu que ces permis ne soient donnés qu'à des charretiers faisant le charroiyage de la neige, et que lesdits charretiers soient contribuables et domiciliés dans la ville.»

1929, c. 95,
a. 247,
mod.

4. L'article 247 de ladite charte, remplacé par l'article 47 du chapitre 102 des lois de 1937, l'article 15 du chapitre 51 des lois de 1948 et l'article 15 du chapitre 85 des lois de 1966/1967, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Paiement
préalable.

«Toutes les licences exigées par la charte de la ville et ses règlements peuvent être délivrées sur le paiement au préalable de la moitié du prix de ladite licence, si elles sont exigibles après le premier septembre.»

1929, c. 95,
a. 249,
remp.

5. L'article 249 de ladite charte, remplacé par l'article 48 du chapitre 102 des lois de 1937, est de nouveau remplacé par le suivant:

Période de
validité.

«**249.** Toutes les licences que la ville est autorisée à émettre en vertu de la présente charte ne valent qu'à compter du jour où elles ont été données jusqu'au premier janvier suivant. Ces licences peuvent être recouvrées par action pénale aux termes du règlement qui les établit et aussi par action civile, même si le règlement ne prévoit pas ce mode de recouvrement.»

1929, c. 95,
a. 250, ab.

6. L'article 250 de ladite charte est abrogé.

1929, c. 95,
a. 251,
remp.

7. L'article 251 de ladite charte est remplacé par le suivant:

Licence
pour mar-
chand, so-
ciété ou
compagnie
non rési-
dents.

«**251.** Sous réserve de la Loi des exemptions de taxes municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 174), tout marchand, société ou compagnie de marchands, et tout agent, commis ou employé de tel marchand, société ou compagnie de marchands non résidents dans la ville, et n'ayant aucun bureau ou place d'affaires dans la ville, mais y faisant affaires, comme tel marchand, agent ou commis ou employé de tel marchand, société ou compagnie de marchands, sont tenus de prendre annuellement, au premier janvier de chaque année, une licence de la ville, avant de

Art. 8. Cet article est de concordance avec l'article 9.

Art. 9. En vertu de cet article, l'exercice financier correspondra désormais à l'année civile, alors qu'autrefois il s'échelonnait du 1^{er} mai au 30 avril.

Art. 10. Cet article abroge une disposition qui exigeait que chaque chef de département soumette au comité administratif des prévisions des besoins de la municipalité.

Art. 11. Cet article change, du 1^{er} avril au 20 décembre, la date avant laquelle le conseil doit affecter les sommes nécessaires pour couvrir les dépenses de l'exercice financier suivant.

Art. 12. Cet article change, du 1^{er} avril au 20 décembre, la date à laquelle le conseil doit imposer une taxe suffisante, en plus des autres revenus, pour rencontrer les dépenses prévues par le budget.

pouvoir exercer leur négoce, commerce ou affaires dans la ville, pour laquelle licence ils doivent respectivement payer au trésorier de la ville la somme fixée par les règlements de la ville, ladite licence devant être prise sous peine d'une amende n'excédant pas trois cents dollars pour chaque contravention aux dispositions du présent article.»

1929, c. 95,
a. 266a,
mod.

8. L'article 266a de ladite charte, édicté par l'article 16 du chapitre 102 des lois de 1939 et remplacé par l'article 18 du chapitre 68 des lois de 1970, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Exigibilité
de la taxe
d'affaires.

«**266a.** La taxe d'affaires imposée dans la ville est due et exigible le premier janvier de chaque année ou le premier jour du mois qui suit l'ouverture de tout établissement prévu aux articles 232 et 234 de la charte de la ville.»

1929, c. 95,
a. 283,
rempl.
Exercice
financier.

9. L'article 283 de ladite charte est remplacé par le suivant:

«**283.** L'exercice financier commence le premier jour de janvier et se termine le trente et unième jour de décembre de chaque année de calendrier, ces deux jours compris, et les cotisations, droits, taxes et contributions imposés et prélevés chaque année, sont réputés et considérés comme imposés et prélevés pour cette période.»

1929, c. 95,
a. 284, ab.

10. L'article 284 de ladite charte, remplacé par l'article 53 du chapitre 102 des lois de 1937, est abrogé.

1929, c. 95,
a. 286,
mod.

11. L'article 286 de ladite charte, remplacé par l'article 54 du chapitre 102 des lois de 1937 et l'article 21 du chapitre 68 des lois de 1970, est modifié par le remplacement des cinq premières lignes par ce qui suit:

Affectation
de sommes
pour exer-
cice sui-
vant.

«**286.** Il est du devoir du conseil de la ville d'affecter chaque année, au plus tard le vingt décembre, les sommes nécessaires pour couvrir les dépenses de l'exercice financier suivant, en pourvoyant:».

1929, c. 95,
a. 287,
mod.

12. L'article 287 de ladite charte, modifié par l'article 18 du chapitre 111 des lois de 1935, remplacé par l'article 56 du chapitre 102 des lois de 1937, modifié par l'article 19 du chapitre 102 des lois de 1939 et remplacé par l'article 12 du chapitre 65 des lois de 1953/1954, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Imposition
de taxe.

«**287.** Le conseil, avant le vingt décembre de chaque année, doit imposer une taxe qui, en sus des autres revenus de la

Art. 13. *Cet article est de concordance avec les articles 11 et 12.*

Art. 14. *Cet article est de concordance avec l'article 1.*

Art. 15. *Cet article a pour effet de changer la date du dépôt du budget par le comité exécutif du 15 avril au 1^{er} décembre.*

Art. 16. *Cet article permet à la ville de réglementer ou d'interdire l'abattage des arbres dans la municipalité.*

ville, sera suffisante pour rencontrer les dépenses prévues par le budget pour l'exercice financier suivant.»

1929, c. 95,
a. 288,
ramp.

13. L'article 288 de ladite charte, remplacé par l'article 57 du chapitre 102 des lois de 1937 et l'article 14 du chapitre 65 des lois de 1953/1954, est de nouveau remplacé par le suivant:

Délai au-
torisé.

«**288.** Si les sommes qui doivent être votées et les taxes qui doivent être imposées conformément aux articles 286 et 287 respectivement n'ont point été votées ou imposées selon le cas, avant le vingt décembre, elles peuvent l'être après cette date et les règlements nécessaires peuvent aussi être adoptés après ce jour.»

1929, c. 95,
cédula A-3,
mod.

14. La cédula A-3 de ladite charte, remplacée par l'article 96 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session), est modifiée par le remplacement de la formule intitulée «*Certificat du trésorier de la cité*» par la suivante:

«Certificat du trésorier de la ville

JE, soussigné, trésorier de la Ville de Québec, certifie que le candidat ci-dessus dénommé ne doit rien à la ville de Québec pour cotisations, taxes ou redevances quelconques, ou pour quelque autre considération que ce soit.

Signé
trésorier de la ville

Québec, le 19... »

SECTION II

CHARTRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

1959/1960,
c. 102, a.
89, mod.

15. L'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal (1959/1960, chapitre 102), modifié par l'article 13 du chapitre 97 des lois de 1960/1961 et l'article 5 du chapitre 77 des lois de 1973, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

«*a*) le budget annuel, qui doit être produit au bureau du greffier au plus tard le premier décembre de chaque année;».

1959/1960,
c. 102, a.
522, mod.

16. L'article 522 de ladite charte, modifié par l'article 27 du chapitre 97 des lois de 1960/1961, l'article 54 du chapitre 59 des lois de 1962, l'article 19 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), l'article 9 du chapitre 71 des lois de 1964, l'article 23 du

Art. 17. Cet article permet à la ville d'imposer de nouvelles conditions pour l'émission de permis de construction.

Art. 18. Cet article change les dates mentionnées dans la disposition de la charte concernant la vente de l'eau à certaines municipalités. Le 1^{er} mars devient le 1^{er} novembre, le 1^{er} avril le 1^{er} décembre, le 1^{er} février le 1^{er} octobre et le 1^{er} novembre le 1^{er} juillet.

chapitre 86 des lois de 1966/1967 et l'article 47 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

Abattage
des arbres.

«42° Régler ou interdire, dans tout le territoire de la ville ou dans une partie seulement, l'abattage des arbres sur la propriété tant publique que privée.»

1959/1960,
c. 102, a.
612, remp.

17. L'article 612 de ladite charte, modifié par l'article 27 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), l'article 30 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, l'article 11 du chapitre 90 des lois de 1968, l'article 28 du chapitre 96 des lois de 1971 et l'article 6 du chapitre 76 des lois de 1972, est remplacé par le suivant:

Permis de
construc-
tion.

«**612.** Aucun permis de construction ne sera accordé

a) à moins que le terrain sur lequel doit être érigée une construction avec ses dépendances ne forme un ou des lots distincts sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil;

b) à moins que les services publics d'aqueduc et d'égout ne soient établis sur la rue en bordure de laquelle on se propose d'ériger la construction projetée, ou que des crédits n'aient été votés à cette fin par le conseil;

c) à moins que le lot sur lequel doit être érigée une construction ne soit adjacent à une rue publique.

Excep-
tions.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions pour fins agricoles sur des terres en culture ni au résidu, par ailleurs bâtissable en vertu des règlements, d'un lot que la ville n'a acquis qu'en partie.»

1959/1960,
c. 102, a.
628, mod.

18. L'article 628 de ladite charte, remplacé par l'article 8 du chapitre 76 des lois de 1972, modifié par l'article 162 du chapitre 49 des lois de 1972, l'article 4 du chapitre 76 et l'article 62 du chapitre 77 des lois de 1973 et remplacé par l'article 66 du chapitre 77 des lois de 1977, est modifié par le remplacement des deux premiers alinéas par les suivants:

Détermina-
tion du
prix de
l'eau.

«**628.** Nonobstant tout règlement, contrat, résolution ou loi inconciliable avec le présent article, la ville peut, avant le 1^{er} novembre de chaque année, s'entendre avec chacune des cités et villes de Westmount, Côte Saint-Luc, Outremont et Saint-Pierre pour déterminer le prix de la fourniture de l'eau dans le territoire de ces cités et villes; à défaut d'accord, ce prix est déterminé par la Commission municipale du Québec avant le 1^{er} décembre suivant.

Paiement
du prix de
l'eau.

Chacune de ces cités et villes peut, par résolution de son conseil, opter, pour l'avenir, de payer directement à la ville, le

Art. 19. *Cet article est de concordance avec les articles 30 et 56.*

Art. 20. *Cet article est de concordance avec les articles 30 et 56.*

Art. 21. *Cet article change, de mars à novembre, le mois pendant lequel le conseil détermine par règlement le taux du coût des égouts mis à la charge des propriétaires riverains.*

Art. 22. *Cet article modifie les dates concernant le rapport que doit remettre le directeur du service des travaux publics au sujet des travaux d'égouts. Le 1^{er} mars devient le 1^{er} novembre et le 30 octobre, le 30 juin.*

1^{er} octobre de chaque exercice financier de cette dernière, le prix de la fourniture de l'eau dans son territoire, y compris l'eau mesurée par compteur à des usagers. Une telle option doit être faite et signifiée à la ville le ou avant le 1^{er} juillet précédant le début d'un tel exercice pour pouvoir s'y appliquer et ne peut par la suite être modifiée sans le consentement exprès de la ville.»

1959/1960,
c. 102, a.
640, mod.

19. L'article 640 de ladite charte, remplacé par l'article 64 du chapitre 77 des lois de 1973 et l'article 69 du chapitre 77 des lois de 1977, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Part de la
ville.

«La ville paie, conformément à l'article 1043b, la part du coût de construction d'un égout qui n'est pas mise à la charge des propriétaires riverains.»

1959/1960,
c. 102, a.
641, remp.

20. L'article 641 de ladite charte, remplacé par l'article 65 du chapitre 77 des lois de 1973 et l'article 71 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau remplacé par le suivant:

Imposition
de la taxe
d'égout.

«**641.** Dans le cas d'un lot dont le front et l'arrière sont en bordure d'un égout, le comité exécutif est autorisé à imposer sur le front le plein montant de la taxe d'égout; quant à l'arrière, s'il n'est pas raccordé à l'égout qui s'y trouve, le coût de ce dernier est payable suivant les dispositions de l'article 1043b.»

1959/1960,
c. 102, a.
642, mod.

21. L'article 642 de ladite charte, édicté par l'article 71 du chapitre 77 des lois de 1977, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Taux uni-
forme.

«**642.** Par règlement adopté dans le cours du mois de novembre de chaque année sur le rapport du comité exécutif, et conformément au coût moyen obtenu de la manière indiquée à l'article 643, le conseil détermine le taux uniforme au pied linéaire auquel le coût des égouts est mis à la charge des propriétaires riverains en application de l'article 640.»

1959/1960,
c. 102, a.
643, mod.

22. L'article 643 de ladite charte, édicté par l'article 71 du chapitre 77 des lois de 1977, est modifié par le remplacement des trois premières lignes et du paragraphe 1 par ce qui suit:

Renseigne-
ments à
fournir

«**643.** Le directeur du service des travaux publics doit, avant le 1^{er} novembre de chaque année, fournir au comité exécutif les renseignements suivants:

1. Le coût total des égouts dont la construction a été acceptée définitivement ou provisoirement au cours d'une période de trois années consécutives se terminant le 30 juin précédent;».

Art. 23. *En vertu de cet article, l'exercice financier correspondra désormais à l'année civile, alors qu'autrefois il s'échelonnait du 1^{er} mai au 30 avril.*

Art. 24. *D'après le paragraphe a, le directeur des finances doit inclure dans son estimé des revenus du prochain exercice les versements des répartitions d'améliorations locales à échoir durant l'exercice.*

Le paragraphe b supprime une disposition rendue désuète par l'article 681a de la Charte de la Ville de Montréal.

Art. 25. *Cet article est de concordance avec l'article 81 du chapitre 77 des lois de 1977 qui abolissait le fonds de la monnaie étrangère.*

Art. 26. *En vertu de cet article, le conseil doit imposer les taxes, permis et licences compris dans le revenu probable de l'exercice suivant et le budget au plus tard le 1^{er} décembre, plutôt que le 15 avril.*

Art. 27. *D'après le paragraphe a, le comité exécutif doit déposer au bureau du greffier les documents concernant le budget au plus tard le 1^{er} décembre, plutôt que le 15 avril.*

Le paragraphe b supprime une disposition rendue désuète par l'article 681a de la Charte de la Ville de Montréal.

Art. 28. *Cet article fixe la date d'entrée en vigueur automatique au 15 décembre plutôt qu'au 1^{er} mai.*

1959/1960,
c. 102, a.
650, remp.

23. L'article 650 de ladite charte, remplacé par l'article 72 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau remplacé par le suivant:

Exercice
financier.

«**650.** L'exercice financier de la ville commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre suivant; toutes les taxes sont imposées et perçues pour chaque exercice, sauf la taxe scolaire, qui est perçue pour l'année scolaire du 1^{er} juillet au 30 juin suivant. La ville peut, par règlement, fixer la date d'exigibilité de ces taxes.»

1959/1960,
c. 102, a.
652, mod.

24. L'article 652 de ladite charte, modifié par l'article 34 du chapitre 96 des lois de 1971, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

«*a*) des recettes probables de la taxe foncière, de la taxe de l'eau et de la taxe d'affaires de l'exercice suivant, calculées de la manière indiquée à l'article 653, ainsi que des versements de répartitions d'améliorations locales à échoir durant l'exercice;»;

b) par la suppression du paragraphe *e*.

1959/1960,
c. 102, a.
654, mod.

25. L'article 654 de ladite charte, modifié par l'article 67 du chapitre 77 des lois de 1973, est de nouveau modifié par la suppression du paragraphe *c*.

1959/1960,
c. 102, a.
669, remp.

26. L'article 669 de ladite charte, remplacé par l'article 36 du chapitre 97 des lois de 1960/1961 et l'article 10 du chapitre 76 des lois de 1972, est de nouveau remplacé par le suivant:

Adoption
de règle-
ments et
résolu-
tions.

«**669.** Le comité exécutif doit adopter, au plus tard le 1^{er} décembre de chaque année, les règlements et résolutions requis pour imposer les taxes, permis et licences compris dans le revenu probable de l'exercice suivant et le budget.»

1959/1960,
c. 102, a.
670, mod.

27. L'article 670 de ladite charte, modifié par l'article 37 du chapitre 97 des lois de 1960/1961 et l'article 11 du chapitre 76 des lois de 1972, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement des trois premières lignes par ce qui suit:

Délai pour
dépôt de
documents.

«**670.** Le comité exécutif doit déposer au bureau du greffier, au plus tard le 1^{er} décembre, les documents suivants:»;

b) par la suppression du paragraphe *f*.

1959/1960,
c. 102, a.
675, remp.

28. L'article 675 de ladite charte, remplacé par l'article 23 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session) et l'article 13 du chapitre 76 des lois de 1972, est de nouveau remplacé par le suivant:

Art. 29. En vertu du paragraphe a, le programme des immobilisations doit être adopté au plus tard le dernier jour de septembre, plutôt que le dernier jour de février.

Le paragraphe b a pour effet de changer de mars à octobre le mois durant lequel ce programme doit être transmis au ministre des affaires municipales.

Art. 30. Cet article abroge les dispositions relatives aux fonds spéciaux de la ville à l'exception de celles relatives au fonds de roulement.

Art. 31. Cet article fixe au 31 mars plutôt qu'au 1^{er} juillet la date limite pour le dépôt par le directeur des finances des états et rapports financiers d'un exercice qui vient de se terminer.

Art. 32. En vertu de cet article, le vérificateur doit dorénavant remettre son rapport au plus tard le 31 août, plutôt que le 31 janvier.

Art. 33. Cet article est de concordance avec l'article 23.

Entrée en
vigueur
automati-
que.

«**675.** Si le conseil n'adopte pas avant le 15 décembre le budget, les règlements et les résolutions mentionnés à l'article 670, ceux-ci deviennent automatiquement en vigueur à partir de cette date.»

1959/1960,
c. 102, a.
681a, mod.

29. L'article 681a de ladite charte, édicté par l'article 13 du chapitre 52 des lois de 1976, est modifié:

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Program-
me des im-
mobilisa-
tions.

«**681 a.** La ville doit, au plus tard le dernier jour de septembre de chaque année, adopter le programme de ses immobilisations pour les trois exercices financiers subséquents. Cette adoption requiert le vote de la majorité des membres du conseil présents.»;

b) par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

Délai et
modalité
de trans-
mission.

«Le programme adopté en vertu du présent article doit être transmis au ministre des affaires municipales au cours du mois d'octobre suivant son adoption. Le ministre peut décréter que la transmission de ce programme se fait au moyen du formulaire qu'il fournit à cette fin. Il peut aussi exiger, par la voie de ce formulaire ou de toute autre manière, que la ville lui fournisse quelque information relative à ce programme, même si telle information n'est pas prévue au présent article.»

1959/1960,
c. 102, aa.
682 à 690,
692 à 700,
702, ab.

30. Les articles 682 à 690, 692 à 700 et 702 de ladite charte sont abrogés.

1959/1960,
c. 102, a.
730, mod.

31. L'article 730 de ladite charte est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Délai pour
dépôt.

«Il doit déposer ces états et rapports au bureau du greffier au plus tard le 31 mars à moins que, sur rapport du comité exécutif, le conseil ne lui accorde un délai additionnel qui ne doit pas excéder un mois.»

1959/1960,
c. 102, a.
733, mod.

32. L'article 733 de ladite charte, remplacé par l'article 90 du chapitre 77 des lois de 1977, est modifié par le remplacement des cinq premières lignes du premier alinéa du paragraphe 4 par ce qui suit:

Vérifica-
tion an-
nuelle.

«4. Au plus tard le 31 août de chaque année, le vérificateur doit remettre au comité exécutif le résultat de sa vérification pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre précédent et indiquer tout fait et toute irrégularité qu'il a constatés et qui, d'après lui, méritent d'être signalés, notamment les cas où il a constaté que:».

1959/1960,
c. 102, a.
734, mod.

33. L'article 734 de ladite charte est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Art. 34. *Cet article est de concordance avec l'article 30.*

Art. 35. *En vertu de cet article, le paiement de certains permis ou licences est exigible dorénavant le 1^{er} janvier, plutôt que le 1^{er} mai. C'est désormais à compter du 1^{er} juillet, et non du 1^{er} novembre, que le conseil peut autoriser le directeur des finances à émettre de tels permis ou licences pour la moitié du prix.*

Art. 36. *Cet article a pour effet de permettre au conseil de fixer, par règlement, la date et les modalités du paiement des taxes.*

Art. 37. *Cet article change, du 1^{er} juin au 1^{er} juillet, la date avant laquelle le directeur des finances doit faire parvenir un avis au propriétaire de l'immeuble sur lequel les taxes sont dues.*

Nomina-
tion des
vérifica-
teurs.

«**734.** Le conseil doit, tous les trois ans, sur rapport du comité exécutif, nommer deux vérificateurs, choisis hors de ses membres et des fonctionnaires de la ville et chargés de lui faire chaque année un rapport sur les comptes de la ville et sur le bilan et l'état des revenus et dépenses dressés par le directeur des finances suivant les dispositions de l'article 730 pour chaque exercice compris dans les trois ans à compter du 1^{er} janvier suivant leur nomination.»

1959/1960,
c. 102, a.
739, mod.

34. L'article 739 de ladite charte, modifié par l'article 30 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *a* du premier alinéa par le suivant:

«*a*) sans l'approbation de la Commission municipale du Québec et contrairement aux articles 721 à 749, la ville contracte un emprunt ou passe un contrat ou un marché pour un terme excédant un an et entraînant une dépense imputable sur le revenu d'un exercice subséquent; ou».

1959/1960,
c. 102, a.
814, mod.

35. L'article 814 de ladite charte est modifié par le remplacement des deux premiers alinéas par les suivants:

Permis ou
licences.

«**814.** La ville peut, à la discrétion du conseil, aux conditions et avec les restrictions qu'il détermine, imposer et percevoir sous forme de permis ou de licence, les taxes spéciales prévues par les articles 801, 802, 803, 805, 807 et 808; ces taxes sont exigibles annuellement le 1^{er} janvier.

Demi per-
mis.

Le conseil peut toutefois autoriser le directeur des finances à émettre, à compter du 1^{er} juillet, des permis ou licences moyennant le paiement de la moitié du coût annuel.»

1959/1960,
c. 102, a.
840, remp.

36. L'article 840 de ladite charte, remplacé par l'article 33 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), est de nouveau remplacé par le suivant:

Rôle de
perception.

«**840.** Le rôle de perception des taxes foncières n'est sujet ni à revision ni à homologation. Dès qu'il est complété, le directeur des finances annonce par avis public, suivant la formule 31, que le rôle est complété et a été déposé à son bureau. Il requiert des personnes tenues au paiement des sommes mentionnées dans le rôle l'acquiescement, sans autre avis, de leurs redevances, à son bureau, à la date et selon les modalités fixées par règlement.»

1959/1960,
c. 102, a.
888, mod.

37. L'article 888 de ladite charte, remplacé par l'article 73 du chapitre 59 des lois de 1962 et l'article 38 du chapitre 70 des

Art. 38. *Cet article est de concordance avec l'article 30.*

Art. 39. *Cet article est de concordance avec l'article 30.*

Art. 40. *Cet article est de concordance avec les articles 30 et 56.*

Art. 41. *Cet article est de concordance avec les articles 30 et 56 et supprime une référence désuète aux taxes consolidées.*

Art. 42. *Cet article abroge une disposition désuète relative aux taxes consolidées sur un immeuble exproprié en partie.*

Art. 43. *Cet article est de concordance avec les articles 30 et 56.*

lois de 1963 (1^{re} session), est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Avis de
taxes dues.

«**888.** Le directeur des finances doit, avant le 1^{er} juillet de chaque année, préparer un avis à l'adresse du dernier propriétaire inscrit au rôle de perception pour chaque immeuble sur lequel des taxes foncières sont dues et exigibles.»

1959/1960,
c. 102, a.
961, mod.

38. L'article 961 de ladite charte est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Coût.

«Le coût de l'acquisition, du déblaiement et du nettoyage des terrains en question, lorsqu'il est imputé sur un emprunt, est traité à toute fin que de droit comme étant une amélioration locale.»

1959/1960,
c. 102,
a. 964,
mod.

39. L'article 964 de ladite charte, modifié par l'article 54 du chapitre 97 des lois de 1960/1961 et l'article 49 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant:

«*c*) emprunter les fonds nécessaires pour la réalisation des fins susdites suivant les formalités prescrites par la loi pour les emprunts de la ville;».

1959/1960,
c. 102, a.
969, mod.

40. L'article 969 de ladite charte, modifié par l'article 48 du chapitre 96 des lois de 1971, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *a* du deuxième alinéa par le suivant:

«*a*) payer elle-même ce coût, en totalité ou en partie, suivant les dispositions de l'article 1043*b*, ou».

1959/1960,
c. 102, a.
1002,
remp.

41. L'article 1002 de ladite charte, remplacé par l'article 25 du chapitre 90 des lois de 1968, est de nouveau remplacé par le suivant:

Taxes
d'expro-
priation.

«**1002.** Lorsqu'un immeuble est exproprié en entier, les versements non échus des taxes d'expropriation et d'améliorations locales qui le grevent sont payables conformément à l'article 1043*b*.»

1959/1960,
c. 102, a.
1003, ab.

42. L'article 1003 de ladite charte est abrogé.

1959/1960,
c. 102, a.
1005,
remp.

43. L'article 1005 de ladite charte, remplacé par l'article 26 du chapitre 90 des lois de 1968, est de nouveau remplacé par le suivant:

Front d'im-
meuble ré-
duit.

«**1005.** Si le front d'un immeuble grevé de taxes d'expropriation ou d'améliorations locales est réduit par suite d'une expropriation, la proportion des versements non échus de ces

Art. 44. *Cet article est de concordance avec les articles 30 et 56.*

Art. 45. *Cet article est de concordance avec les articles 30 et 56.*

Art. 46. *Cet article est de concordance avec les articles 30 et 56.*

Art. 47. *Cet article change, de mars à novembre, le mois pendant lequel le conseil détermine par règlement le taux du coût des trottoirs mis à la charge des propriétaires riverains.*

taxes correspondant à la partie du front ainsi réduit est payable suivant les dispositions de l'article 1043*b*, et la ville conserve, pour le reste, son privilège sur le résidu de l'immeuble.»

1959/1960,
c. 102, a.
1006,
rempl.

44. L'article 1006 de ladite charte, remplacé par l'article 27 du chapitre 90 des lois de 1968, est de nouveau remplacé par le suivant:

Terrain
grevé
d'une taxe
d'exprop-
riation.

«**1006.** Quand un terrain grevé d'une taxe d'expropriation basée sur sa valeur est exproprié en partie, la proportion des versements non échus de cette taxe correspondant à la valeur municipale de la partie expropriée, telle qu'établie lors de la répartition du rôle de répartition de cette taxe, est payable suivant les dispositions de l'article 1043*b*, et la ville conserve pour le solde son privilège sur le résidu du terrain.»

1959/1960,
c. 102, a.
1015, mod.

45. L'article 1015 de ladite charte, remplacé par l'article 71 du chapitre 77 des lois de 1973 et l'article 139 du chapitre 77 des lois de 1977, est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

Coût assu-
mé par la
ville.

«La ville paie, conformément à l'article 1043*b*, la part du coût de construction d'un trottoir qui ne peut être mise à la charge d'un propriétaire riverain.»

1959/1960,
c. 102, a.
1015a,
rempl.

46. L'article 1015*a* de ladite charte, édicté par l'article 28 du chapitre 90 des lois de 1968 et remplacé par l'article 140 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau remplacé par le suivant:

Trottoir à
l'arrière
d'un im-
meuble.

«**1015a.** Lorsqu'un rapport du directeur du service des travaux publics constate qu'un propriétaire est déjà imposé pour un trottoir en proportion de l'étendue du front de son immeuble, le comité exécutif peut décréter que le coût du trottoir à l'arrière du même immeuble est payable par la ville en totalité ou dans une proportion qu'il détermine, selon les dispositions de l'article 1043*b*.»

1959/1960,
c. 102, a.
1015c,
mod.

47. L'article 1015*c* de ladite charte, édicté par l'article 72 du chapitre 77 des lois de 1973 et remplacé par l'article 141 du chapitre 77 des lois de 1977, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Taux uni-
forme à la
verge car-
rée.

«**1015c.** Par règlement adopté dans le cours du mois de novembre de chaque année sur le rapport du comité exécutif et conformément au coût moyen obtenu de la manière indiquée à l'article 1016, le conseil détermine le taux uniforme à la verge carrée auquel le coût des trottoirs est mis à la charge des propriétaires riverains en application de l'article 1015.»

Art. 48. *Cet article modifie les dates concernant le rapport que doit remettre le directeur du service des travaux publics au sujet des travaux de construction de trottoirs. Le 1^{er} mars devient le 1^{er} novembre et le 31 décembre, le 31 août.*

Art. 49. *Cet article est de concordance avec les articles 30 et 56.*

Art. 50. *Cet article change la date à laquelle le conseil détermine par règlement le taux du coût des pavages mis à la charge des propriétaires riverains. Auparavant, le règlement devait être adopté durant le mois de mars; dorénavant, il doit l'être durant le mois de novembre.*

Art. 51. *Cet article modifie les dates concernant le rapport que doit remettre le directeur du service des travaux publics au sujet des travaux de pavage. Le 1^{er} mars devient le 1^{er} novembre et le 31 décembre, le 31 août.*

1959/1960,
c. 102, a.
1016,
remp.

48. L'article 1016 de ladite charte, remplacé par l'article 73 du chapitre 77 des lois de 1973 et l'article 142 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau remplacé par le suivant:

Renseignements au comité exécutif:

«**1016.** Le directeur du service des travaux publics doit, avant le 1^{er} novembre de chaque année, fournir au comité exécutif les renseignements suivants:

Coût des trottoirs;

1. le coût total des trottoirs dont la construction a été acceptée provisoirement au cours d'une période de trois années consécutives se terminant le 31 août précédent; ce coût ne comprend pas les dépenses accessoires ne se rapportant pas directement aux trottoirs, comme un changement de conduite d'eau, de gaz ou d'autres travaux semblables;

Superficie;

2. la superficie en verges carrées des trottoirs;

Coût moyen.

3. le coût moyen à la verge carrée obtenu en divisant le coût total mentionné au paragraphe 1 par la mesure de superficie établie au paragraphe 2.»

1959/1960,
c. 102, a.
1018, mod.

49. L'article 1018 de ladite charte, remplacé par l'article 74 du chapitre 77 des lois de 1973 et l'article 144 du chapitre 77 des lois de 1977, est modifié par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

Coût assumé par la ville.

«La ville paie, conformément à l'article 1043*b*, le solde du coût mis à la charge des propriétaires riverains en vertu du présent article.»

1959/1960,
c. 102, a.
1018*a*,
mod.

50. L'article 1018*a* de ladite charte, édicté par l'article 74 du chapitre 77 des lois de 1973 et modifié par l'article 145 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Taux uniforme du pavage.

«**1018*a*.** Par règlement adopté dans le cours du mois de novembre de chaque année sur le rapport du comité exécutif et conformément au coût moyen obtenu de la manière indiquée à l'article 1018*b*, le conseil détermine le taux uniforme à la verge carrée auquel le coût du pavage est mis à la charge des propriétaires riverains, en application de l'article 1018.»

1959/1960,
c. 102, a.
1018*b*,
remp.

51. L'article 1018*b* de ladite charte, édicté par l'article 74 du chapitre 77 des lois de 1973 et remplacé par l'article 146 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau remplacé par le suivant:

Renseignements au comité exécutif:

«**1018*b*.** Le directeur du service des travaux publics doit, avant le 1^{er} novembre de chaque année, fournir au comité exécutif les renseignements suivants:

Art. 52. *Cet article est de concordance avec les articles 30 et 56.*

Art. 53. *Cet article élimine le délai qui était imposé au directeur des finances pour produire un état indiquant le quote-part de la ville pour les travaux de pavage.*

Art. 54. *Cet article est de concordance avec les articles 30 et 56.*

Art. 55. *Cet article est de concordance avec les articles 30 et 56.*

Art. 56. *La modification à l'article 1043 est de concordance avec l'article 30 et l'introduction de l'article 1043b. Les articles 1043a et 1043b sont ajoutés afin de pallier à la suppression des dispositions concernant le*

Coût des
pavages;

1. le coût total des pavages dont la construction a été acceptée provisoirement au cours d'une période de trois années consécutives se terminant le 31 août précédent;

Superficie;

2. la superficie en verges carrées desdits pavages;

Coût
moyen.

3. le coût moyen à la verge carrée obtenu en divisant le coût total par la superficie.»

1959/1960,
c. 102, a.
1020,
remp.

52. L'article 1020 de ladite charte, édicté par l'article 76 du chapitre 77 des lois de 1973 et remplacé par l'article 148 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau remplacé par le suivant:

Coût du
pavage à
l'arrière
d'un lot.

«**1020.** Lorsqu'un rapport du directeur du service des travaux publics constate qu'un propriétaire est déjà imposé pour un pavage en proportion de l'étendue en front de son immeuble, le comité exécutif peut décréter que le coût du pavage à l'arrière du même lot est payable par la ville en totalité ou dans une proportion qu'il détermine selon les dispositions de l'article 1043*b*.»

1959/1960,
c. 102, a.
1022,
remp.

53. L'article 1022 de ladite charte est remplacé par le suivant:

Etat an-
nuel.

«**1022.** Chaque année, le directeur des finances prépare un état indiquant les dépenses encourues par la ville, pour sa quote-part du coût des pavages, suivant les rôles en vigueur, et une estimation des dépenses qu'elle devra encourir, à ce titre, d'après les rôles qui deviendront en vigueur au cours de l'exercice suivant.»

1959/1960,
c. 102, a.
1023,
remp.

54. L'article 1023 de ladite charte, remplacé par l'article 33 du chapitre 90 des lois de 1968, est de nouveau remplacé par le suivant:

Paiement.

«**1023.** La ville doit, quand cet état est terminé, pourvoir au paiement du montant qui y figure, suivant les prescriptions de l'article 1043*b*.»

1959/1960,
c. 102, a.
1024,
remp.

55. L'article 1024 de ladite charte, remplacé par l'article 34 du chapitre 90 des lois de 1968 et l'article 78 du chapitre 77 des lois de 1973, est de nouveau remplacé par le suivant:

Paiement
du pavage.

«**1024.** La ville paie, suivant les dispositions de l'article 1043*b*, toutes les dépenses relatives à la construction et à la réfection du pavage qui ne sont pas mises à la charge des propriétaires riverains.»

1959/1960,
c. 102, a.
1043,
remp.

56. L'article 1043 de ladite charte, remplacé par l'article 37 du chapitre 90 des lois de 1968, est de nouveau remplacé par les suivants:

fonds des améliorations locales. Ils prévoient la façon dont seront financés les travaux d'améliorations locales, l'un pour la part des propriétaires, l'autre pour la part de la ville.

Art. 57. *Cet article est de concordance avec les articles 30 et 56.*

Art. 58. *L'article 1045a, qui concerne l'intérêt sur le coût d'une amélioration locale, reproduit une disposition abrogée par l'article 30 à cause de la suppression du fonds des améliorations locales.*

L'article 1045b est de droit nouveau.

Art. 59. *Cet article est de concordance avec l'article 30. Les taxes d'améliorations locales sont désormais versées au fonds général plutôt qu'au fonds des améliorations locales.*

Intérêt limité à un an.

«**1043.** La ville ne peut cependant percevoir des propriétaires l'intérêt de plus d'une année antérieure à la mise en vigueur du rôle de répartition; le surplus d'intérêt, s'il en est, sur les sommes dépensées pour les fins visées à l'article 1042 est payable suivant les dispositions de l'article 1043b.

Exception.

Le présent article ne s'applique pas à l'intérêt sur le coût des pavages.

Part des propriétaires.

«**1043a.** La part des propriétaires dans le coût des expropriations et de la construction des pavages et trottoirs permanents, égouts et autres améliorations est financée à même les emprunts contractés pour ces fins.

Part de la ville.

«**1043b.** La part de la ville dans le coût des expropriations et de la construction des pavages et trottoirs permanents, égouts et autres améliorations est financée

a) à même les crédits votés dans le budget de l'exercice au cours duquel l'amélioration est autorisée; ou

b) à même les emprunts contractés pour ces fins.

Terme de remboursement.

Dans ce dernier cas, cette part est remboursée au terme que fixe le conseil sur rapport du comité exécutif. Ce terme ne doit pas cependant excéder vingt ans et commence à courir à compter du 1^{er} octobre suivant l'année civile de l'entrée en vigueur du rôle.»

1959/1960, c. 102, a. 1044, mod.

57. L'article 1044 de ladite charte, modifié par l'article 38 du chapitre 90 des lois de 1968, est de nouveau modifié par le remplacement des deux premières lignes par ce qui suit:

Mode de paiement.

«**1044.** Sont aussi payables suivant les dispositions de l'article 1043b:».

1959/1960, c. 102, a. 1045a, 1045b, aj.

Imputation d'intérêt.

58. Ladite charte est modifiée par l'insertion, après l'article 1045, des suivants:

«**1045a.** L'intérêt sur le coût d'une amélioration locale ou sur la partie non remboursée de ce coût est imputé annuellement sur le compte de cette amélioration au taux fixé annuellement par le conseil pour chaque exercice lors de l'adoption du budget.

Présomption.

«**1045b.** Tout immeuble appartenant à la ville est considéré comme appartenant à un particulier aux fins de dresser un rôle de répartition.»

1959/1960, c. 102, a. 1048, mod.

59. L'article 1048 de ladite charte, modifié par l'article 159 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement du cinquième alinéa par le suivant:

Art. 60. *Cet article hausse de cinquante à cent dollars le montant de la taxe à laquelle ne s'applique pas une résolution du conseil décrétant le paiement par versements annuels d'une taxe pour le coût d'une expropriation.*

Art. 61. *Cet article est de concordance avec les articles 30 et 56.*

Art. 62. *Cet article est de concordance avec les articles 30 et 56.*

Art. 63. *Cet article est de concordance avec l'article 9.*

Créances
privilégées.

«Ces taxes constituent des créances privilégiées sur les immeubles des propriétaires visés à l'article 1045 et sont recouvrables de la même manière que les autres taxes foncières et doivent être versées au fonds général.»

1959/1960,
c. 102, a.
1052,
remp.

60. L'article 1052 de ladite charte, remplacé par l'article 61 du chapitre 96 des lois de 1971, est de nouveau remplacé par le suivant:

Restriction.

«**1052.** Dans les cas visés par les articles 1049, 1050 et 1051, la résolution du comité exécutif ne s'applique à aucun immeuble sur lequel la taxe imposée n'excède pas cent dollars; celle-ci doit être payée entièrement à la date de son imposition.»

1959/1960,
c. 102, a.
1057,
remp.

61. L'article 1057 de ladite charte, remplacé par l'article 162 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau remplacé par le suivant:

Paiement
partiel.

«**1057.** Lorsque le coût de travaux permanents est mis partiellement à la charge des propriétaires riverains et partiellement à celle de la ville, cette dernière partie est payée suivant les dispositions de l'article 1043*b*.»

1959/1960,
c. 102, a.
1073, mod.

62. L'article 1073 de ladite charte, modifié par l'article 42 du chapitre 90 des lois de 1968, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Imposition
du résidu
d'un lot.

«**1073.** Lorsque la ville, à la suite de procédures en expropriation, est devenue et est demeurée propriétaire du résidu d'un lot inutilisable pour elle, ce résidu, pourvu que l'une ou l'autre des alternatives prévues par l'article 1046 se soit réalisée, est imposable pour sa quote-part du coût des améliorations locales, mais celle-ci doit être payée, au fur et à mesure de l'échéance des versements, suivant les dispositions de l'article 1043*b*, tant que la ville en reste propriétaire.»

SECTION III

AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

S.R., c.
193, a.
478*a*, mod.

63. L'article 478*a* de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), édicté par l'article 15 du chapitre 52 des lois de 1977, est modifié par le remplacement du troisième alinéa du paragraphe 5 par le suivant:

Ville de
Québec.

«La Ville de Québec doit adopter le programme de ses immobilisations au plus tard le 20 décembre et le transmettre au ministre des affaires municipales au cours du mois de janvier sui-

Art. 64. *Cet article est de concordance avec les articles 9 et 23 et supprime, dans la Loi sur l'évaluation foncière, une disposition particulière relative aux exercices financiers de Québec et de Montréal.*

Art. 65. *Cet article est de concordance avec les articles 9 et 23 et supprime, dans la Loi sur l'évaluation foncière, une disposition particulière relative aux exercices financiers de Québec et de Montréal.*

Art. 66. *Cet article est de concordance avec les articles 9 et 23 et supprime, dans la Loi sur l'évaluation foncière, une disposition particulière relative aux exercices financiers de Québec et de Montréal.*

Art. 67. *Cet article est de concordance avec les articles 9 et 23 et supprime, dans la Loi sur l'évaluation foncière, une disposition particulière relative aux exercices financiers de Québec et de Montréal.*

vant son adoption, sous réserve des autres dispositions du présent article, *mutatis mutandis*.»

1971, c. 50,
a. 7, mod.

64. L'article 7 de la Loi sur l'évaluation foncière (1971, chapitre 50), modifié par l'article 3 du chapitre 46 des lois de 1972, l'article 71 du chapitre 6 des lois de 1972 et l'article 3 du chapitre 31 des lois de 1973, remplacé par l'article 6 du chapitre 68 des lois de 1975 et modifié par l'article 2 du chapitre 59 des lois de 1978, est de nouveau modifié par le remplacement du troisième alinéa du paragraphe 1 par le suivant:

Autres
mentions.

«Le rôle doit aussi indiquer tout immeuble qui peut être assujéti à la surtaxe sur les terrains vagues desservis prévue par l'article 521*a* de la Loi des cités et villes ou par l'article 696*b* du Code municipal, si la corporation municipale adopte une résolution à cet effet au plus tard le 31 mars précédant l'entrée en vigueur du rôle; s'il y a lieu, la corporation municipale transmet sans délai cette résolution à la municipalité qui exerce la compétence en matière d'évaluation foncière à l'égard de cette corporation municipale; cette résolution doit être transmise à l'évaluateur dans les quinze jours de son adoption ou de sa réception par la municipalité, selon le cas; l'évaluateur peut faire les inscriptions pertinentes même si la résolution a été adoptée ou transmise après l'expiration du délai fixé.»

1971, c. 50,
a. 8, remp.

65. L'article 8 de ladite loi, remplacé par l'article 4 du chapitre 31 des lois de 1973 et modifié par l'article 7 du chapitre 68 des lois de 1975, est remplacé par le suivant:

Immeubles
inscrits à
leur valeur
réelle.

«**8.** Sauf dispositions contraires de la présente loi, tous les immeubles doivent être inscrits au rôle et ils doivent l'être à leur valeur réelle le premier janvier précédant le dépôt de ce rôle. Sous réserve des exemptions prévues dans la présente loi, les immeubles portés au rôle sont imposables.»

1971, c. 50,
a. 23, mod.

66. L'article 23 de ladite loi, modifié par l'article 14 du chapitre 31 des lois de 1973 et l'article 10 du chapitre 68 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Signature
et dépôt
du rôle.

«**23.** L'évaluateur signe le rôle et, entre le huit et le quinze novembre, il le dépose au bureau du greffier de la corporation municipale. Si l'évaluateur est une société ou une corporation, sa signature doit être apposée par un signataire autorisé.»

1971, c. 50,
a. 24, mod.

67. L'article 24 de ladite loi, modifié par l'article 15 du chapitre 31 des lois de 1973 et remplacé par l'article 11 du chapitre 68 des lois de 1975, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Art. 68. *Cet article est de concordance avec les articles 9 et 23 et supprime, dans la Loi sur l'évaluation foncière, une disposition particulière relative aux exercices financiers de Québec et de Montréal.*

Art. 69. *Cet article change, du 15 mars au 15 novembre, la date à laquelle les taux de la taxe olympique doivent être soumis au gouvernement et supprime une référence devenue caduque à l'exercice 1977/1978 de la ville.*

Mentions
dans l'avis.

«L'avis doit aussi mentionner, adresse à l'avenant, que toute plainte accompagnée d'une copie ou d'un fac-similé du compte de taxes doit être déposée soit au bureau du greffier de la corporation municipale, s'il s'agit d'un rôle fait par la corporation de comté, soit au bureau de revision ayant juridiction, s'il s'agit de quelque autre rôle, et indiquer en plus que ce dépôt doit avoir lieu avant le premier mai.»

1971, c. 50,
a. 25, mod.

68. L'article 25 de ladite loi, remplacé par l'article 9 du chapitre 46 des lois de 1972 et l'article 16 du chapitre 31 des lois de 1973 et modifié par l'article 12 du chapitre 68 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Expédition
de l'avis et
du compte
de taxes.

«**25.** Avant le premier mars qui suit la publication de l'avis prévu à l'article 24, le greffier de la corporation municipale expédie par la poste à chacun des contribuables inscrits au rôle un avis lui indiquant les immeubles portés à son nom, la valeur inscrite pour chacun d'eux, la dénomination pour fins de cotisations scolaires, la façon de formuler une plainte et le délai dans lequel une plainte doit être déposée; l'avis d'évaluation doit être accompagné du compte de taxes foncières générales municipales.»

1976, c. 52,
a. 5, mod.

69. L'article 5 de la Loi concernant le déficit olympique de la Ville de Montréal et modifiant la Charte de la Ville de Montréal (1976, chapitre 52) est modifié par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

Etablis-
sement an-
nuel des
taux.

«Les taux de cette taxe doivent être établis annuellement de manière qu'ils soient suffisants pour assurer, au fur et à mesure des échéances établies dans un tableau d'amortissement à être annexé au règlement, le remboursement du capital et le paiement des intérêts d'une dette amortie sur vingt ans, dont le capital serait identique au capital de l'emprunt effectivement contracté au moyen d'une ou plusieurs émissions en vertu de l'article 3 et qui serait assujetti à un taux d'intérêt à être déterminé par ledit règlement. L'établissement de ces taux de taxation incombe au directeur des finances de la ville qui doit, au plus tard le 15 novembre de chaque année, soumettre lesdits taux à l'approbation, avec ou sans modification, du lieutenant-gouverneur en conseil.»

SECTION IV

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Exercice
financier.

70. L'exercice financier de la Ville de Québec et de la Ville de Montréal pour l'année 1979 commence le 1^{er} mai et se termine le 31 décembre.

Interprétation.

71. Aux fins de l'article 70, toute expression mentionnée dans la Charte de la Ville de Québec, la Charte de la Ville de Montréal, dans une autre loi ou dans un règlement, un arrêté, une ordonnance ou une résolution, qui se rapporte à l'exercice financier de la Ville de Québec et de la Ville de Montréal ou à une taxe annuelle prélevée par celles-ci, doit s'interpréter comme se rapportant à la période fixée à cet article.

Interprétation.

72. Pour l'exercice financier prévu à l'article 70, les mots «premier novembre» mentionnés au deuxième alinéa de l'article 814 de la Charte de la Ville de Montréal doivent se lire «premier septembre».

Interprétation.

73. Pour l'exercice financier prévu à l'article 70, les mots «avant le premier décembre de chaque année» mentionnés au sous-paragraphe *b* du paragraphe 7 de l'article 185 de la Charte de la Ville de Québec doivent se lire «au plus tard deux semaines après l'entrée en vigueur de la Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec, la Charte de la Ville de Montréal et d'autres dispositions législatives (1979, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du présent projet de loi*)». De même, les mots «avant le vingt décembre de chaque année» mentionnés au paragraphe 10 de l'article 185 et à l'article 287 de cette charte et les mots «au plus tard le vingt décembre» mentionnés à l'article 286 de cette charte doivent se lire «au plus tard un mois après l'entrée en vigueur de la Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec, la Charte de la Ville de Montréal et d'autres dispositions législatives».

Budget remplacé.

Le budget adopté conformément aux modifications apportées par le présent article remplace le budget adopté par le conseil de la Ville de Québec pour l'exercice financier commençant en 1979 conformément à la Charte de cette ville avant qu'elle ne soit modifiée par la présente loi.

Expedition d'avis et de comptes de taxes.

74. Malgré toute disposition contraire, le greffier de la Ville de Québec doit, pour l'exercice financier de 1980, expédier l'avis d'évaluation et le compte de taxes foncières générales municipales mentionnés à l'article 25 de la Loi sur l'évaluation foncière avant le 1^{er} juin 1980. Le dépôt d'une plainte, conformément à l'article 24 de cette loi, doit avoir lieu avant le 1^{er} août 1980.

SECTION V

DISPOSITIONS FINALES

Taxe pour douze mois.

75. Malgré toute disposition contraire, à l'égard de la Ville de Montréal, la taxe prévue à l'article 248*a* de la Loi de la Com-

munauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84) est imposée pour une période de douze mois, du premier mai au trente avril.

Effet. **76.** Les articles 19, 20, 24, 30, 34, 38, 39, 40, 41, 43 à 46, 49, 52, 54 à 59, 61 et 62 de la présente loi ont effet depuis le 1^{er} mai 1978.

Effet. **77.** L'article 25, le paragraphe *b* de l'article 27 et les articles 70 à 72 ont effet depuis le 1^{er} avril 1979.

Effet. **78.** Les articles 1 à 6, 10 à 12, 14, 15, 18, 21, 22, 26, le paragraphe *a* de l'article 27 et les articles 28, 29, 36, 37, 42, 47, 48, 50, 51, 53, 60, 63, 64, 66, 69 et 73 ont effet depuis le 1^{er} mai 1979.

Effet. **79.** L'article 65 a effet, à l'égard du rôle d'une corporation municipale visée par une ordonnance rendue en vertu de l'article 108 de la Loi sur l'évaluation foncière, à compter du début de l'exercice financier qui précède immédiatement celui déterminé par l'ordonnance ou par la résolution visée au paragraphe 4 de cet article, selon le cas.

Entrée en vigueur. **80.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction, à l'exception de l'article 13 qui entrera en vigueur le 20 décembre 1979, des articles 7 à 9, 23, 31, 33, 35, 67 et 68 qui entreranno en vigueur le 1^{er} janvier 1980 et de l'article 32 qui entrera en vigueur le 1^{er} février 1980.